



Assemblée générale

Distr. générale
22 juin 2016
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme
Trente-deuxième session
Point 6 de l'ordre du jour
Examen périodique universel

Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel*

Îles Salomon

Additif

**Observations sur les conclusions et/ou recommandations,
engagements et réponses de l'État examiné**

* Le présent document n'a pas été revu par les services d'édition avant d'être envoyé aux services de traduction.

GE.16-10446 (F) 311016 101116



* 1 6 1 0 4 4 6 *

Merci de recycler



<i>Recommandation n°</i>	<i>Position/réponses de l'État examiné</i>	<i>Commentaires</i>
100.1 ¹	Notée	Les Îles Salomon poursuivront leurs efforts pour soumettre, au cours des dix prochaines années, tous les rapports sur les droits de l'homme qu'elles n'ont pas encore soumis, avant d'adhérer à tout autre instrument international relatif aux droits de l'homme ou de le ratifier.
100.2 ²	Notée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 100.1.
100.3 ³	Notée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 100.1.
100.4 ⁴	Notée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 100.1.
100.5 ⁵	Notée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 100.1.
100.6 ⁶	Notée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 100.1.
100.7 ⁷	Notée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 100.1.
100.8 ⁸	Notée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 100.1.
100.9 ⁹	Notée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 100.1.
100.10 ¹⁰	Notée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 100.1.
100.11 ¹¹	Notée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 100.1.
100.12 ¹²	Notée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 100.1.
100.13 ¹³	Notée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 100.1.
100.14 ¹⁴	Notée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 100.1.
100.15 ¹⁵	Notée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 100.1.
100.16 ¹⁶	Notée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 100.1.
100.17 ¹⁷	Notée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 100.1.
100.18 ¹⁸	Notée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 100.1.
100.19 ¹⁹	Notée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 100.1.
100.20 ²⁰	Notée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 100.1.
100.21 ²¹	Notée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 100.1.
100.22 ²²	Notée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 100.1.
100.23 ²³	Notée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 100.1.
100.24 ²⁴	Acceptée	Les Îles Salomon procéderont à la ratification.
100.25 ²⁵	Acceptée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 100.24.
100.26 ²⁶	Acceptée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 100.24.
100.27 ²⁷	Acceptée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 100.24.

100.28 ²⁸	Acceptée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 100.24.
100.29 ²⁹	Notée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 100.1.
100.30 ³⁰	Notée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 100.1.
100.31 ³¹	Notée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 100.1.
100.32 ³²	Notée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 100.1.
100.33 ³³	Notée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 100.1.
100.34 ³⁴	Notée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 100.1.
100.35 ³⁵	Notée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 100.1.
100.36 ³⁶	Notée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 100.1.
100.37 ³⁷	Notée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 100.1.
100.38 ³⁸	Notée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 100.1.
100.39 ³⁹	Notée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 100.1.
100.40 ⁴⁰	Notée	Les Îles Salomon continueront d'œuvrer selon des délais permettant de consulter tous leurs citoyens à l'échelle nationale avant d'adopter une nouvelle Constitution fédérale.
100.41 ⁴¹	Notée	Voir les commentaires au sujet des recommandations 100.1 et 100.40.
100.42 ⁴²	Acceptée	Le Ministère des affaires relatives aux femmes, aux jeunes, aux enfants et à la famille suit actuellement de près les réformes législatives et politiques du Gouvernement dans le pays afin de garantir la mise en œuvre de cette recommandation.
100.43 ⁴³	Acceptée	La loi salomonaise de 1997 sur la citoyenneté n'établit aucune discrimination fondée sur le genre. Toutes les questions relatives à la citoyenneté sont bien fondées et reposent de manière égale sur les critères voulus.
100.44 ⁴⁴	Acceptée	Les Îles Salomon s'engagent à observer cette considération dans leurs processus de réforme législative.
100.45 ⁴⁵	Acceptée	Le Ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur est résolu à œuvrer avec toutes les parties prenantes pour assurer la mise en œuvre de cette recommandation.
100.46 ⁴⁶	Acceptée	Les Îles Salomon sont résolues à œuvrer avec les parties prenantes pour étudier les possibilités de mettre en place une institution nationale de défense des droits de l'homme ou un dispositif similaire.
100.47 ⁴⁷	Acceptée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 100.46.
100.48 ⁴⁸	Acceptée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 100.46.
100.49 ⁴⁹	Acceptée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 100.46.

100.50 ⁵⁰	Acceptée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 100.46.
100.51 ⁵¹	Acceptée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 100.46.
100.52 ⁵²	Acceptée	Les Îles Salomon ont récemment lancé leur stratégie nationale de développement pour 2016-2035. Il s'agit d'une stratégie à long terme, générale et ouverte, et assortie d'objectifs à moyen et à long terme afin d'intégrer la question des droits de l'homme.
100.53 ⁵³	Acceptée	Les Îles Salomon sont résolues à élaborer, avec le concours des parties prenantes, un plan stratégique national relatif aux droits de l'homme dans les cinq prochaines années.
100.54 ⁵⁴	Acceptée	Le Gouvernement a récemment lancé une nouvelle politique de gestion de l'aide. Elle permettra de suivre tous les appuis financiers fournis par les donateurs pour le mécanisme national de contrôle, de présentation de rapports et de suivi que le Gouvernement s'est engagé à établir dans les cinq prochaines années.
100.55 ⁵⁵	Acceptée	Le Ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur travaillera en étroite collaboration avec le Ministère de la fonction publique pour animer le programme de formation relatif aux droits de l'homme dans l'ensemble du secteur public au cours des cinq prochaines années.
100.56 ⁵⁶	Acceptée	Le Ministère des affaires relatives aux femmes, aux jeunes, aux enfants et à la famille a soumis, en collaboration avec le Ministère de la santé et des services médicaux, un projet de loi relatif à la protection de l'enfant et de la famille au Gouvernement, qui procède actuellement à son examen.
100.57 ⁵⁷	Acceptée	Le Manuel des enseignants salomonais interdit les châtiments corporels dans les établissements scolaires. L'examen du projet de loi sur l'éducation a abouti à la suppression des châtiments corporels. Une disposition du projet de loi relatif à la protection de l'enfant et de la famille fait en outre la promotion de la discipline juste.
100.58 ⁵⁸	Notée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 100.57.
100.59 ⁵⁹	Notée	Les Îles Salomon notent que cette recommandation figure dans les observations finales du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et qu'elles sont résolues à trouver des moyens d'y donner suite au mieux.
100.60 ⁶⁰	Notée	Les Îles Salomon prennent note de cette recommandation et rappellent leur commentaire au sujet de la recommandation 100.59.
100.61 ⁶¹	Acceptée	Les Îles Salomon ont révisé leur Code pénal à cette fin.
100.62 ⁶²	Acceptée	La loi salomonaise de 2014 sur la protection de la famille a conféré aux ministères concernés la compétence nécessaire pour traiter les questions relatives à la violence sexiste.

100.63 ⁶³	Acceptée	Les Îles Salomon ont adopté, en 2015, une nouvelle loi sur les infractions sexuelles, qui abroge les dispositions sur l'atteinte aux bonnes mœurs figurant dans le Code pénal actuel. La loi de 2012 sur l'immigration sanctionne la traite par des mesures punitives. Voir à nouveau le commentaire au sujet de la recommandation 100.59.
100.64 ⁶⁴	Acceptée	Voir les commentaires au sujet des recommandations 100.62 et 100.63.
100.65 ⁶⁵	Acceptée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 100.63.
100.66 ⁶⁶	Acceptée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 100.63.
100.67 ⁶⁷	Acceptée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 100.63.
100.68 ⁶⁸	Notée	Les Îles Salomon veilleront à élaborer une stratégie pour donner suite aux éléments sensibles du rapport.
100.69 ⁶⁹	Notée	Les Îles Salomon envisageront peut-être de mettre en œuvre cette recommandation dans les cinq prochaines années.
100.70 ⁷⁰	Acceptée	Les Îles Salomon assurent la gratuité de l'enseignement de base. Le projet de loi sur l'éducation fait actuellement l'objet d'un examen. Le manque de ressources financières et de capacités reste un problème pour la mise en œuvre.
100.71 ⁷¹	Acceptée	Les Îles Salomon disposent d'une politique pour l'égalité des sexes dans l'enseignement et d'une politique en faveur de l'éducation inclusive à cette fin et elles renouvellent leur commentaire au sujet de la recommandation 100.70.
100.72 ⁷²	Notée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 100.1.
100.73 ⁷³	Acceptée	Les Îles Salomon souhaiteraient rappeler leur commentaire au sujet de la recommandation 100.24.
100.74 ⁷⁴	Acceptée	Les Îles Salomon souhaiteraient rappeler leur commentaire au sujet de la recommandation 100.24.
100.75 ⁷⁵	Acceptée	Voir le commentaire au sujet de la recommandation 100.24.
100.76 ⁷⁶	Notée	Le Gouvernement et les communautés travaillent en étroite collaboration avec l'industrie forestière pour veiller à ce que les droits de l'homme et de l'environnement soient respectés.
100.77 ⁷⁷	Notée	Les Îles Salomon mettent en œuvre des mesures d'adaptation et d'atténuation pour faire face aux changements climatiques et sont résolues à remédier aux problèmes de déplacement et de réinstallation.

100.78 ⁷⁸	Acceptée	Le Gouvernement salomonais a approuvé la feuille de route sur la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts et sur le rôle de la conservation, de la gestion durable des forêts et de l'augmentation des stocks de carbone forestiers (REDD+). A l'heure actuelle, les activités relatives à la REDD+ sont mises en place et des efforts sont faits pour sensibiliser la population à ce sujet.
----------------------	----------	--

Notes

- ¹ Continue efforts taken towards the ratification of international human rights instruments and harmonization of national legislation (Morocco).
- ² Consider signing and ratifying those international human rights instruments to which it is not yet a party to (Argentina).
- ³ Ratify and implement all major international human rights treaties (Slovenia).
- ⁴ Ratify and accede to the international treaties to which it is not yet a party (Iraq).
- ⁵ Sign and ratify the International Covenant on Civil and Political Rights and the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, in line with recommendation accepted in the first UPR cycle (Brazil).
- ⁶ Consider ratifying the International Covenant on Civil and Political Rights and its Optional Protocols (Ghana).
- ⁷ Consider ratifying the International Covenant on Civil and Political Rights (Italy, Republic of Korea, Philippines).
- ⁸ Continue and step up its efforts in the ratification of or accession to ICCPR (Indonesia); Redouble its efforts for the ratification of the International Covenant on Civil and Political Rights (Chile).
- ⁹ Complete its international commitments by ratifying on a priority basis the International Covenant on Civil and Political Rights (France).
- ¹⁰ Continue its efforts to complete the accession to the relevant instruments such as the International Covenant on Civil and Political Rights (Mexico).
- ¹¹ Ratify the International Covenant on Civil and Political Rights (Portugal, Algeria, Montenegro).
- ¹² Consider ratifying the Second Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights (Italy).
- ¹³ Ratify the Second Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights (Portugal, Australia).
- ¹⁴ Consider ratifying the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (Republic of Korea, Ghana, Philippines).
- ¹⁵ Continue and step up its efforts in the ratification or accession of the Convention against Torture (Indonesia).
- ¹⁶ Continue its efforts to complete the accession to the relevant instruments such as the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (Mexico).
- ¹⁷ Intensify its efforts to ratify the Convention against Torture and other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (Denmark); Redouble its efforts for the ratification of the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (Chile).
- ¹⁸ Ratify the Convention against Torture, and Other Cruel, Inhuman and Degrading Treatment or Punishment (Portugal, Montenegro).
- ¹⁹ Ratify the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, that it has already signed (France); Ratify the core human rights instruments, including the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (Sierra Leone).
- ²⁰ Consider ratifying the International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families (Ghana, Philippines).
- ²¹ Continue its efforts to improve measures to promote and protect the rights of migrant workers in the country, including to consider accession of the International Convention on the Rights of All Migrant Workers and members of their families (Indonesia).
- ²² Continue its efforts to complete the accession to the relevant instruments such as the International

- Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families (Mexico); Redouble its efforts for the ratification of the International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families (Chile).
- ²³ Ratify the core human rights instruments, including the International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families (Sierra Leone).
- ²⁴ Consider ratifying the Convention on the Rights of Persons with Disabilities (Republic of Korea, Philippines) and its Optional Protocol (Ghana).
- ²⁵ Continue its efforts to complete the accession to the relevant instruments such as the International Convention on the Rights of Persons with Disabilities and its Protocol (Mexico).
- ²⁶ Take further measures to ensure persons with disabilities enjoy their rights, in particular by ratifying the Convention on the Rights of Persons with Disabilities (Algeria).
- ²⁷ Sign and ratify the Convention on the Rights of Persons with Disabilities (France).
- ²⁸ Ratify the Convention on the Rights of Persons with Disabilities (Slovenia, Panama); Ratify more human rights instruments, especially the Convention on the Rights of Persons with Disabilities (Israel).
- ²⁹ Consider ratifying the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance (Ghana).
- ³⁰ Sign and ratify the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance (France).
- ³¹ Ratify the core human rights instruments, including the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance (Sierra Leone); Redouble its efforts for the ratification of the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance (Chile).
- ³² Accede to the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Armenia).
- ³³ Consider ratifying the Rome Statute of the International Criminal Court (Ghana); Take concrete steps towards acceding/ratifying the Rome Statute of the International Criminal Court (Cyprus).
- ³⁴ Ratify the Rome Statute and fully align its national legislation with its provisions (Portugal).
- ³⁵ Ratify the Rome Statute of the International Criminal Court (Canada, New Zealand).
- ³⁶ Ratify the Rome Statute of the International Criminal Court and accede to the Agreement on Privileges and Immunities of the Court (Estonia).
- ³⁷ Sign and ratify the Arms Trade Treaty (New Zealand).
- ³⁸ Ratify the Palermo Protocol (Panama).
- ³⁹ Ratify ILO Conventions Nos. 169 and 189 (Benin).
- ⁴⁰ Accelerate the process of adopting a new federal Constitution (Philippines).
- ⁴¹ Include in the new Federal Constitution provisions on equality and non-discrimination between man and woman, in line with articles 1 and 2 of the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women (Paraguay).
- ⁴² Repeal all legislation incompatible with the principle of equality and non-discrimination, including provisions of customary law, as recommended by the Committee on the Elimination of Discrimination against Women (Slovenia).
- ⁴³ Ensure that those laws related to acquisition, transmission, conserving and loss of nationality are in line with the principle of non-discrimination (Paraguay).
- ⁴⁴ Ensure that national laws are in line with international human rights standards (Philippines).
- ⁴⁵ Continue to promote and protect the fundamental freedoms and human rights of all its citizens (Nigeria).
- ⁴⁶ Take steps to establish an independent national human rights institution (New Zealand).
- ⁴⁷ Hasten the process of establishing the National Human Rights Commission in line with the proposal of the 2014 draft Constitution (Nigeria).
- ⁴⁸ Take all the necessary measures to establish an Independent National Human Rights Institution with "A" status in accordance with the Paris Principles (Portugal).
- ⁴⁹ Mandate the Office of the Ombudsman or another entity to receive and address complaints by women about discrimination (Canada).
- ⁵⁰ Establish and set up a national human rights institution in conformity with the Paris Principles (Chile).
- ⁵¹ Increase the mandates of existing institutions such as the Ombudsman's Office and the Leadership Code Commission, to address human rights issues (Jamaica).
- ⁵² Incorporate human rights and the needs for their implementation and funding in its National

- Development Strategy (Cuba).
- 53 Further enhance its measures for the promotion and protection of human rights through, among others, developing a comprehensive human rights national action plan (Indonesia).
- 54 Strengthen the national follow-up systems for monitoring international recommendations, taking necessary measures for coordinating such systems and provide them with the necessary financial resources in order to fulfil their objectives (Paraguay).
- 55 Consider developing a broad programme on human rights which includes training and capacity-building for the public sector (Egypt).
- 56 Step up policies to protect children in order to eliminate violence against girls and boys, as well as combating child labour (Mexico).
- 57 End all forms of corporal punishment of children in all settings, including in the home and in schools, by enforcing its prohibition, as previously recommended (Slovenia).
- 58 Prohibit corporal punishment of children in all settings, including in the home (Estonia).
- 59 Abolish customary laws and practices that establish child marriage and also the payment of a bride price (Panama).
- 60 Combat early marriage and the practice of bride price in line with what was said by the Special Rapporteur on violence against women, its causes and consequences (Spain).
- 61 Reform the Penal Code with a provision encompassing the definition and criminalisation of all forms of sexual violence, including rape (Sierra Leone).
- 62 Allocate the necessary human, technical and financial resources to the police services, at both local and national levels so that they can address all complaints of violence against women (Switzerland).
- 63 Implement measures to punish traffickers and prevent child prostitution and forced marriage (Australia).
- 64 Enforce fully recently introduced legislation to protect women and girls from gender based violence, including prosecutions for individuals suspected of human trafficking (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland).
- 65 Pass a law to criminalize all forms of human trafficking and ratify the 2000 United Nations Trafficking in Persons Protocol (United States of America).
- 66 Further strengthen its measures to combat all forms of trafficking in persons and protect and rehabilitate its victims (Egypt).
- 67 Punish sex tourism and particularly prosecute the sexual exploitation of girls through pornography, sexual abuse and rape (Spain).
- 68 Disseminate publically the report of its Truth and Reconciliation Commission and implement the recommendations it proposed (Switzerland).
- 69 Introduce freedom of information legislation in compliance with international standards (Estonia).
- 70 Step up efforts to ensure that primary education is compulsory as well as free of charge, and improve the capacity of all educational institutions, importantly through the increase of budget allocations towards education (Republic of Korea).
- 71 Make primary education compulsory, ensuring particularly the inclusion of girls and persons with disabilities in the educational system (Spain).
- 72 Ratify the United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples (Djibouti).
- 73 Continue with its efforts to develop a national policy for the benefit of persons with disabilities, including the ratification of the Convention on the Rights of Persons with Disabilities (Germany).
- 74 Work on improving the physical access for persons with disabilities (Trinidad and Tobago).
- 75 Implement measures to ensure the full enjoyment of rights by persons with disabilities, especially regarding inclusive education and development (Israel).
- 76 Ensure that corporations, particularly those active in the forest industry, respect human and environmental rights, based on the Guiding Principles on Business and Human Rights (Switzerland).
- 77 Create a permanent national protection group responsible for addressing displacements caused by climate change or natural disasters (Djibouti).
- 78 Approve the roadmap on the reduction of emissions resulting from deforestation and forest degradation, on the role of conservation and sustainable forest management and on the reinforcement of forest carbon stocks (Benin).
-